

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 28/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 17/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BAUDELET SAS
271 bis rue du Meunynck
59140 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BAUDELET Eco
tri_Dunkerque_0007005204\2_Inspections\2024 06 17 confinement eaux extinction
Code AIOT : 0007005204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2024 dans l'établissement BAUDELET SAS implanté 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDELET SAS
- 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007005204 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société BAUDELET HOLDING exploite le site implanté rue du Meunynck à Dunkerque depuis 2011 sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- déchetterie destinée aux artisans, aux PME et aux particuliers (rubrique 2710);
- zone d'apport volontaire de ferrailles et métaux (rubrique 2710) et zone de transit, tri et regroupement de ferrailles et métaux (rubrique 2713);
- zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2715 et 2716);

- installations de transit, tri et regroupement de DEEE (rubrique 2711).

Dans le cadre du développement de ses activités sur le site, un arrêté d'autorisation a été signé le 1er juillet 2022 pour prendre en compte l'augmentation de capacités de certaines activités existantes et la mise en place de nouvelles activités.

Les activités du site sont à présent :

- la déchetterie destinée aux particuliers, aux artisans et PME ;
- la zone de regroupement, tri et transit de ferrailles et métaux ;
- la zone de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux avec la mise en place d'une aire de travail à façon ;
- la zone de regroupement, tri et transit de Déchets d'Équipements Electriques et Electroniques ;
- la zone de regroupement, tri et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes;
- l'activité de découpe de ferrailles et métaux.
- le prétraitement des Déchets d'Équipements Electriques et Electroniques ;
- le déconditionnement des biodéchets liquides ;
- le broyage de déchets non dangereux ;

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bassin de confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.2.2	
2	isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.2.5	
3	identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.3.1	
5	consignes generales de securité	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.3.1	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bassin de confinement des eaux d'extinction est présent , bien entretenu. la vanne d'arrêt en aval est bien identifiée et le personnel est formé à sa manipulation. les consigne sont affichées.

Cependant les eaux pluviales et les éventuelles eaux d'extinction du bâtiment déchets ne sont pas orientées vers le bassin de gestion des eaux pluviales du site servant également de bassin de confinement des eaux d'extinction ce qui constitue une non conformité.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques - plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous ses réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, points de rejet...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : un plan d'ensemble avec l'implantation des réseaux est présenté rapidement par l'exploitant : plan du 28/12/2021 échelle 1/250. i figure les différents réseaux (pluvial, sanitaire) avec les sens d'écoulement. le bassin avec la vanne d'arrêt en sortie est présent.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.2.5
Thème(s) : Risques accidentels - isolement des milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'installation par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : le bassin de collecte des eaux pluviales sert également pour le confinement des eaux d'extinction . il est implanté à l'entrée du site, dans une zone grillagée, bien entretenue (tonte). le bassin est en bon état. l'écoulement vers ce bassin est gravitaire. une vanne d'arrêt manuelle est positionnée sur la canalisation de sortie du bassin. cette vanne est les consignes de manipulation sont affichées sur un panneau au niveau de la vanne. les consignes sont également affichées dans les bureaux du site. M Mesmacque procède à la manipulation de la vanne qui fonctionne. nous questionnons également M Bernard Nicolay, conducteur de grue sur le site, qui connaît cette vanne et les consignes y afférant.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques - identification des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : 1. les eaux pluviales de toiture et de voiries ; 2. les eaux usées (sanitaires) ; 3. les eaux industrielles issues de la station de lavage des bennes et camions ; 4. les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).
Constats : Les différentes catégories d'effluents sont bien identifiées sur la plan du 28/12/2021 (échelle 1/250)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : localisation des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques - localisation des points de rejets
Prescription contrôlée : Rejet 1: les eaux pluviales de toiture et de voiries sont collectées dans un réseau spécifique puis dirigées vers un bassin de tamponnement de 870 m³ équipé en sortie d'un débourbeur-déshuileur. Les eaux en sortie du bassin sont rejetées dans le canal de Bourbourg. Rejet 2: les eaux usées (eaux sanitaires) sont collectées et rejetées dans le réseau d'assainissement public de la Zone Industrielle de Petite-Synthe pour être acheminées jusqu'à la station d'épuration de Grande-Synthe. Rejet 3 : les eaux industrielles correspondant aux eaux de lavage des bennes et des camions sont collectées dans une cuve associée à la station de lavage. Ces eaux sont régulièrement évacuées en tant que déchet. Rejet 4 : les eaux susceptibles d'être polluées (incendie ou accident) sont confinées dans un bassin associé au tamponnement des eaux pluviales. Le volume disponible à tout moment pour recueillir les eaux d'extinction est de 777 m³.
Constats : L'inspection a porté sur les rejets 1 et 4. le bassin de collecte des eaux pluviales sert également pour le confinement des eaux d'extinction . il est implanté à l'entrée du site, dans une zone grillagée, bien entretenue (tonte). le bassin est en bon état. Le plan de récolement du bassin a été réalisé par un géomètre en novembre 2022. A partir des ces points, un calcul de cubatures a été réalisé via le logiciel Autocad. les conclusions sont le suivantes : <ul style="list-style-type: none">- volume total du bassin de 870 m3 (volume du fond du bassin au point le plus haut avant déversement).- volume mort de 53 m3 (lame d'eau stagnante entre le fond du bassin et le point de rejet). soit un volume utile disponible de $870 - 53 = 817$ m3 La vanne d'arrêt en sortie du bassin est en position fermée le jour de la visite, ce qui ne correspond pas aux conditions normales de fonctionnement d'après l'exploitant et ne permet pas de garantir la disponibilité des 777 m3 de confinement à tout moment. ce point doit faire l'objet d'une attention de l'exploitant. Par ailleurs les eaux pluviales et les éventuelles eaux d'extinction du bâtiment déchets ne sont pas orientées vers le bassin de gestion des eaux pluviales du site servant également de bassin de confinement des eaux d'extinction ce qui constitue une non conformité.
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : consignes generales de securité

Référence reglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels - consignes generales de securité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues a jour et portées a la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler sur le site.</p> <p>Ces consignes de sécurité indiquent notamment :</p> <p>les règles concernant l'interdiction de fumer ;</p> <p>l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sans autorisation, telle que prévue a l'article 7.3.4. du présent arrêté ;</p> <p>l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</p> <p>l'obligation du permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;</p> <p>les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;</p> <p>les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</p> <p>les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile, une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;</p> <p>les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;</p> <p>les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues a l'article 4.2.5. ;</p> <p>l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;</p> <p>la procédure d'alerte avec notamment les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</p> <p>les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>le port d'équipements de protection individuelle,</p> <p>les plans d'évacuation,</p> <p>la localisation des moyens d'extinction d'incendie (extincteurs et RIA).</p>

Et sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Les consignes de sécurité font l'objet d'un affichage dans les lieux habituellement fréquentés par le personnel, et d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Les diverses interdictions (notamment interdiction de fumer) sont affichées de manière très visible, ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la réglementation en vigueur.

Constats :

La visite a porté sur les consignes de confinement, et des eaux d'extinction.

Une vanne d'arrêt manuelle est positionnée sur la canalisation de sortie du bassin. Les consignes de manipulation sont affichées sur un panneau au niveau de la vanne. Les consignes sont également affichées dans les bureaux du site.

M Mesmacque procède à la manipulation de la vanne qui fonctionne.

Nous questionnons également M Bernard Nicolay, conducteur de grue sur le site, qui connaît cette vanne et les consignes y afférant.

Le dernier quart d'heure sécurité daté du 19/10/23, signé par le personnel du site (11 personnes), a eu pour thème l'évacuation incendie et la procédure à mettre en œuvre en cas d'incendie (fiche réflexe incendie). La fermeture de la vanne d'isolement est mentionnée dans cette fiche réflexe incendie (fiche N° PrM3 FI 014 ind. Or du 03/10/23)

L'exploitant indique également qu'un exercice d'évacuation a également été réalisé sur site le 06/06/2024 via un prestataire extérieur (LST LeBoulangier) pour lequel il est en attente de réception du compte-rendu.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :